

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/2 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.2.49764

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

années 1540 mais qui se réconcilia bientôt avec l'Église. Vers la fin de sa vie, dans l'atmosphère post-tridentine, il passa néanmoins pour un tiède et le cardinal Otto Heinrich Truchsess von Waldburg, évêque d'Augsbourg souhaitait en 1570 que son successeur à la chancellerie fût enfin un »bon catholique«. En réalité il avait une certaine admiration pour Luther et une grande méfiance à l'égard du Pape et du Saint-Siège. Il était un bon exemple de catholique traditionnel et il était hostile à l'Électeur palatin, parce qu'il avait introduit le calvinisme, qu'il considérait comme un grand mal pour l'Allemagne.

Anja Meußner a quelque peu compliqué la lecture de cette excellente biographie par certaines maladresses de présentation. D'une part elle a voulu adapter à tout prix à la recherche historique le concept à la mode mais fort vague de »communication« pour présenter une analyse pertinente du contenu de la correspondance de Zasius. D'autre part elle a poussé le scrupule de l'érudit jusqu'à citer de fréquents et abondants extraits de la correspondance allemande du chancelier Zasius, parfois difficilement compréhensible pour un lecteur qui n'est pas familiarisé avec la langue du XVI^e siècle. Elle n'en a pas moins sorti de l'ombre un personnage de second ordre parce qu'il n'était ni un prince territorial ni un évêque. Mais au terme de son enquête force lui est de conclure que si Zasius était un habile négociateur, tout dévoué à ses maîtres, il n'était pas un grand théoricien (il n'a laissé que 4 mémoires ou *vota*), même s'il fut indiscutablement l'un des artisans de la paix d'Augsbourg de 1555, ni vraisemblablement un grand stratège que l'on pourrait comparer à Michel de l'Hôpital.

Jean BÉRENGER, Paris

Peter RAUSCHER, *Zwischen Ständen und Gläubigern. Die kaiserlichen Finanzen unter Ferdinand I. und Maximilian II. (1556–1576)*, Munich, Vienne (Oldenbourg) 2004, 480 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung, 41), ISBN Munich 3-486-57598-8, ISBN Vienne 3-7029-0481-6, EUR 49,80.

Peter Rauscher nous présente une étude des finances publiques de la Monarchie des Habsbourg centrée sur la période 1556–1576 entre l'avènement de Ferdinand I^{er} comme Empereur et l'avènement de Rodolphe II. En fait il nous donne un aperçu des finances de l'empereur depuis la formation de la Monarchie en 1526 jusqu'aux débuts de la Guerre de Quinze Ans, en 1593.

C'est un sujet difficile qui met en œuvre à la fois l'Empereur, l'Empire et les territoires »patrimoniaux« des Habsbourg, mais, comme il l'explique lui-même, son propos c'était un ouvrage qui faisait cruellement défaut et qui est d'autant plus intéressant que les problèmes sont bien posés par l'auteur. Jusqu'à présent il n'y a pourtant pas eu d'enquête sur les finances impériales, ce qui s'explique en dehors des problèmes de sources, par les orientations de la recherche historique d'un côté vers le Saint Empire, de l'autre côté vers l'histoire spécifique des Pays héréditaires, des pays tchèques ou de la Hongrie; on a récemment suggéré de mettre fin à cette séparation entre *Reichs- und Territorialgeschichte*. En outre l'histoire nationale des États successeurs de la Monarchie autrichienne avait introduit une série de rétroprojections qui ont occulté les réalités du passé. Mais stimulée par des études plus anciennes, la jeune école hongroise autour de Géza Palffy a étudié les archives connues ou inédites pour mieux décrire les dépenses considérables que représentait l'entretien de la Frontière militaire, mais aussi les ressources que la Chambre hongroise mit à la disposition de la défense commune.

En effet Ferdinand I^{er} et ses successeurs ne régnaient pas sur un État territorial, mais sur une série d'espaces politiques, qui, comme les diètes de Bohême et d'Autriche, pouvaient coopérer étroitement à l'occasion, mais demeuraient fondamentalement indépendants et conservaient jalousement leurs structures constitutionnelles. L'empereur était le supérieur (*Oberhaupt*) monarchique de ce rassemblement de monarchies, dont les pays (*Länder*) ne

constituaient en aucun cas un État (*Staat*). Ce n'était pas un cas exceptionnel dans l'Europe du XVI^e siècle où il y avait de nombreux exemples d'union personnelle (la Monarchie d'Espagne, l'Angleterre et l'Irlande, le Danemark et la Norvège, la Pologne et la Lituanie). Pourtant malgré l'indépendance relative des différents pays, la politique impériale signifie autre chose que la juxtaposition de titres. Pour la réalisation de certains buts communs, les souverains cherchaient à mobiliser les ressources de tous leurs pays. C'est un des grands mérites du travail de Peter Rauscher d'avoir, par contraste avec les études d'histoire régionale (*Landesgeschichte*) ou d'histoire du *Reich*, cherché à éclairer une politique impériale, qui essaie de gouverner des pays en union personnelle et de constituer une « monarchie » à partir de gouvernements particuliers.

Ferdinand I^{er}, qui obtint de son frère Charles-Quint le gouvernement des Pays héréditaires en 1522 puis par suite de la mort prématurée de son beau-frère Louis II Jagellon à Mohács en 1526 les couronnes de Bohême et de Hongrie, eut à combattre son rival hongrois Jean Zapolya et surtout la redoutable puissance ottomane. Ce conflit et les dépenses militaires considérables qui en résultèrent dominèrent sa politique financière ainsi que celle de ses successeurs Maximilien II et Rodolphe II. En outre Ferdinand I^{er} avait hérité des dettes considérables de son grand père Maximilien I^{er}. C'est pourquoi la question financière fut un problème majeur pour le souverain Habsbourg tout au long du XVI^e siècle. À la mort de Ferdinand I^{er} les seules dépenses civiles s'élevaient à 2 millions de florins chaque année car l'entretien de la Cour coûtait en moyenne 500 000 fl. et le service de la dette 1,5 millions de florins.

Les lacunes de la recherche s'expliquent d'autant moins que de bonnes sources manuscrites existent – *Hofzahlamtsbücher*, *Hofstaatsverzeichnisse* et estimations des dépenses de la Cour impériale – dans les archives de la Chambre des comptes de Vienne (*Hofkammer*). Les *Hofzahlamtsbücher* rendent compte des activités de la pairie de la Cour. Si au début l'absence de comptabilité en partie double rend impossible une vue d'ensemble, on dispose toutefois d'estimations à partir des années 1570. Le livre de P. Rauscher est par conséquent bien documenté et son mérite est de parvenir à dresser des bilans de synthèse, qui montrent d'ailleurs la gêne dans laquelle se trouve la monarchie.

L'ouvrage s'articule en 9 chapitres, qui présentent les territoires des Habsbourg et les bases de leurs finances, les institutions financières et leur personnel, les revenus du domaine (*Cameralia* ou *Kammergut*), le financement des dépenses de Cour dans la seconde moitié du XVI^e siècle, le livre de compte de la Paierie de la Guerre pour l'année 1570, les contributions des États de la Monarchie des Habsbourg l'aide du Saint Empire et de la Monarchie d'Espagne et finalement le crédit.

La base des finances de l'empereur était constituée par les revenus du domaine ou *Cameralia* (salines, péages, douanes, forêts, mines d'argent et d'or, de cuivre, de plomb et de mercure). L'empereur avait deux possibilités d'utiliser financièrement le domaine. D'une part il pouvait le gérer par l'intermédiaire d'administrateurs qu'il nommait, qui étaient soumis au contrôle de baillis (*Vicedom*) ou des chambres provinciales (*Länderkammer*), d'autre part il pouvait les confier à des tiers qui devaient rendre des comptes au prince ou même en utiliser directement les revenus. Les propriétés foncières servaient à garantir des emprunts et passaient ainsi sous forme d'hypothèques pour un temps plus ou moins long entre les mains de créanciers privés. Comme les *cameralia* étaient la garantie indispensable du crédit public, une partie de la politique financière consistait à les dégager le plus vite possible en remboursant capital et intérêts (en principe à 5%). Les *Cameralia* se sont vite révélés insuffisants et il fallut faire appel à d'autres sources de revenus.

L'aide financière du *Reich* était importante pour la construction de la frontière militaire et la défense de la Hongrie, mais ne constituait qu'une partie des ressources financières de Ferdinand I^{er} et de Maximilien II, qui n'avaient jamais été étudiées jusqu'à présent. Mais les États de l'Empire n'ont payé qu'une partie de la solde des troupes et les diètes provinciales ont dépensé des millions. Pour la guerre présente, il a fallu souscrire d'importants emprunts.

L'aide financière des pays de la Monarchie autrichienne sous forme de contributions était essentielle. Or celle-ci dépendait du bon vouloir des Ordres qui les votaient dans les diètes et les finances publiques se trouvaient placées au cœur des négociations. Le plus important devoir des Ordres était d'aider le prince dans la lutte contre les Turcs. Pour la noblesse il y avait obligation en principe d'accompagner le prince à l'armée et le vote des impôts destinés à la défense était inséparable de cette obligation. Toutefois les sommes perçues dans les seigneuries étaient versées aux receveurs des États. Les autres sommes accordées par les diètes servaient au remboursement des dettes ou bien au règlement de dépenses civiles.

Les négociations avec les diètes étaient l'une des tâches politiques essentielles incombant au gouvernement impérial. Un système fiscal homogène n'existait pas pour l'ensemble de la Monarchie. De nombreux types d'impôts, qui touchaient divers groupes sociaux, ont été essayés dans la première moitié du XVI^e siècle. À partir de 1544, la répartition des charges entre les pays autrichiens fut la suivante: Basse-Autriche 28,6%, Haute-Autriche 15,5%, Styrie 30%, Carinthie 14,5%, Carniole 9,1%, Gorizia 2,3%. L'importance des pays de la couronne de Bohême pour les finances autrichiennes ressort de la répartition de l'aide turque pour 1541 (p. 53). Le produit total était de 1 175 000 fl. se répartissant comme suit: Bohême 375 000 fl., Moravie 150 000 fl., Silésie 200 000 fl., Pays héréditaires, 400 000 fl. Les pays de la couronne de Bohême contribuaient donc à 66% à l'effort fiscal. Bien que la capacité financière ait diminué d'un tiers entre 1540 et 1563, leur part demeura prépondérante dans les recettes de la Monarchie. La résistance croissante des ordres à la levée d'un impôt sur la fortune aboutit en 1567 à son remplacement par un fouage (*Haussteuer*), qui frappa les paysans et les habitants des villes royales, mais dont la noblesse fut exempte. Le clergé devait en revanche s'acquitter du fouage. En Hongrie, le vote des contributions de guerre appartenait à la seule diète générale du royaume. Faute d'administration royale correspondante, la répartition et la perception de la contribution incombait aux officiers des ordres. La contribution à cause de son faible taux et du fort coût de sa perception, a disparu à la fin du XVI^e siècle, parce qu'elle ne rapportait pas assez au Trésor.

Pour l'administration financière du souverain, on constate une série de réformes durant la période considérée. Caractéristique est la création immédiate par Ferdinand I^{er} d'un gouvernement central dès la formation de la monarchie. Il s'agit plutôt selon Rauscher d'un processus de longue haleine, mais la fonction la plus importante fut indiscutablement dévolue à la Chambre des Comptes. En 1522, il confia les finances à son favori Salamanca et les réformes de 1527 ne représentèrent pas encore un changement radical et c'est seulement dans les années 1530 que la chambre devint un organisme collégial, qui ne fut dirigé par un président que quelques années plus tard. Le processus ne fut achevé qu'en 1556 avec la création du Conseil de la Guerre.

Sous l'autorité de la Chambre des Comptes l'administration des finances fut prise en charge par plusieurs chambres particulières (*Länderkammer*), auxquels étaient subordonnés les baillis (*Vizedom*) ou receveurs (*Rentmeister*) et qui faisaient fonction de contrôleurs sur les officiers de finances. Avec la création de la Chambre de Silésie en 1557 et de la Chambre de la Zips à Kassa en 1567 le contrôle de l'administration financière de l'empereur s'intensifia avec deux Chambres pour le royaume de Bohême (Prague et Breslau) et trois pour le royaume de Hongrie (Vienne, Presbourg, Kassa).

Aussi importantes que les structures étaient les personnes à qui l'on confiait l'administration financière. Les officiers de finances prêtaient souvent de l'argent à l'empereur, leur crédit et leur fortune personnelle étaient aussi importants pour leur recrutement que leur qualification. Fréquemment les conseillers de la Chambre comme les simples prévôts prêtaient, ou bien donnaient caution pour les prêts du Trésor. Mais l'étude des personnels est moins avancée, bien que quelques figures, comme celle de Georg Ilsung, se dégagent de l'étude de Peter Rauscher.

La perception des impôts incombait aux ordres, qui nommaient aussi des trésoriers des guerres. Le financement de la frontière militaire fut très tôt pris en charge par les États de

Styrie, de Carinthie ou de Carniole, qui étaient intéressés au bon fonctionnement de la frontière wende ou de la frontière croate, comme la Basse-Autriche l'était pour la frontière de Győr.

Les diètes n'étaient pas toujours disposées à financer les dépenses de cour, de la frontière militaire et surtout à rembourser les dettes contractées par le souverain. En analysant les *Hofzahlamtsbücher*, on peut reconstruire les dépenses de cour; deux phénomènes apparaissent: d'une part l'important endettement de la paierie de la cour à la mort de Ferdinand I^{er}, d'autre part l'augmentation sensible des dépenses de cour lors de la tenue d'une session de la diète d'Empire (*Reichstag*).

La Bohême, la Silésie et les douanes hongroises ont été les principaux bailleurs de fonds de la Cour, alors que les Pays héréditaires n'ont joué qu'un rôle mineur. Le prince avait besoin de la coopération des ordres pour percevoir les aides sur la bière en Bohême ou en Silésie comme pour le remboursement de ses dettes ce qui fournit aux ordres un moyen de pression dans le règlement des affaires confessionnelles. Le Tyrol a surtout contribué au financement des dépenses de la Cour d'Innsbruck.

Essentiels pour la compréhension des finances des Habsbourg sont leurs intérêts en Hongrie et la lutte contre l'Empire ottoman. C'est une constante des négociations de Ferdinand I^{er} et de ses successeurs avec les diètes et c'est l'affaire de la Chambre des Comptes. Les impôts étaient dorénavant le seul moyen de financer l'effort militaire. On comprit alors les effets négatifs des hypothèques ou des ventes des éléments du domaine. C'est pourquoi la liquidation du domaine et de sources de financement indépendantes des ordres parut aussi grave. Dans le Reich, les frais de fonctionnement du pouvoir impérial incombaient finalement aux Pays héréditaires. L'aide turque aurait pu donner une impulsion à l'État fiscal, mais l'introduction d'un impôt général (*Gemeiner Pfennig*) perçu par les ordres a fait long feu. Cela ne signifie pourtant pas que l'aide du Reich ait été négligeable.

Bien que la dette publique n'ait cessé d'augmenter au cours du XVI^e siècle, la gestion des finances de l'empereur n'apparaît donc pas si désastreuse. Il n'y eut jamais de banqueroute à Vienne, la frontière hongroise fut défendue et l'avance ottomane qui paraissait si dangereuse vers 1530 fut stoppée. Les dépenses militaires furent souvent réduites aux dépens des soldats dont la solde fut rognée ou payée avec des retards considérables.

Jean BÉRENGER, Paris

Bertram FINK, *Die Böhmenkircher Bauernrevolte 1580–1582/83. Herrschaft und Gemeinde im ›langen 16. Jahrhundert‹ (1476–1618)*, Leinfelden-Echterdingen (DRW-Verlag) 2004, XIII–322 p., 1 ill. (Schriften zur südwestdeutschen Landeskunde, 51), ISBN 3-87181-751-1, EUR 46,00.

La thèse de M. Fink, qui fut dirigée par le regretté Volker Press, s'insère dans le grand courant de recherches sur les mouvements insurrectionnels populaires des Temps Modernes, qui a été illustré tant du côté français que du côté allemand. M. Fink a étudié le conflit qui, durant trois ans, opposa une petite agglomération wurtembergeoise, Böhmenkirch, à son seigneur, Haug von Rechberg, à la suite de la volonté de celui-ci d'alourdir les charges seigneuriales. L'affaire fut longue, délicate et fut portée devant la justice impériale.

M. Fink, archiviste de profession, a vu tout l'intérêt de cette affaire, chronologiquement située entre la grande insurrection de 1524–1525 (le souvenir de la répression ne pouvant qu'inciter les paysans à la prudence) et le début de la guerre de Trente Ans. Étant lui-même originaire du Wurtemberg, l'auteur a pu opérer de vastes dépouillements dans les dépôts publics locaux avant de les poursuivre à Stuttgart et à Vienne. D'autre part, le comte Bernard de Rechberg, descendant de l'adversaire de la commune de Böhmenkirch, lui a libéralement ouvert ses archives familiales, conservées à Donzdorf, dans le Kreis de Göppingen.